**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 27 septembre 2010

CP 10/09-34

L'an deux mil dix, le 27 septembre à 17 H 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Etaient présents : MM. Empociello, Cambon, Massip, Moignard, Viguié, Gonzalez, Mouchard, Roger, Astruc, Astoul et Bénech ;

Etait excusé : M. Roset.

**TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS
INTERURBAINS DE PERSONNES**

J'ai l'honneur de proposer à votre examen quelques questions relatives au fonctionnement et à la mise à jour du Réseau Départemental de Transports Routiers Interurbains et plus particulièrement du Réseau de Transport Scolaire.

Je vous présente également des demandes de transport d'élèves handicapés et quelques questions diverses.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces propositions qui ont été soumises, pour avis, à la Commission des Transports du 31 Août 2010.

I – CREATIONS, MODIFICATIONS OU RESTRUCTURATIONS DE SERVICES

1. Modifications des moyens mis en oeuvre pour l'exécution du service à titre principal scolaire n° 01-08 « Coutures - Gensac » exploité par l'entreprise Les Courriers de la Lomagne

L'exécution du service susvisé a été attribuée en 2007 à l'entreprise Courriers de la Lomagne pour une durée de 4 ans (marché n°2007-253). Le véhicule affecté au service immatriculé 7935 JF 82 (d'une capacité maximale de 22 places) a été mis en circulation pour la première fois le 27 août 1993. Il sera donc âgé de plus de 17 ans à la

rentrée scolaire 2010 ce qui est formellement interdit par l'article 3-10 du Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché liant le Département à l'entreprise.

Aussi, par courrier en date du 26 Août 2010, Madame Chantal Soubies, gérante de l'entreprise Courriers de la Lomagne, nous informe qu'elle mettra en œuvre un véhicule âgé de 12 ans (date de 1ère immatriculation : 13/01/1998) immatriculé 9821 KA 82 et d'une capacité maximale de 17 places (loué à l'entreprise Translomagne) pour 2010-2011, dernière année au contrat.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver cette opération et m'autoriser à signer l'avenant au marché correspondant.

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable sur ce dossier.

2. Modification du service à titre principal scolaire n° 03-03 B « Septfonds – Septfonds-Ecole » jumelé au n° 03-03 A « Septfonds – Septfonds-Ecole » exploité par l'entreprise Les Voyages du Bas-Quercy

Nous sommes saisis par une famille demeurant à Cayriech, d'une demande de modification du service susvisé afin que leurs enfants, scolarisés à l'école de Septfonds, puissent être prise en charge et déposés au plus près de leur domicile.

Distance du domicile au point de montée le plus proche.....	2 km
Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	10 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	13 mn
Distance prévisionnelle du service par rotation.....	14 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....	15 mn

Cette modification ne pose aucun problème technique. Il peut être donné satisfaction à cette famille en réalisant une boucle afin de prendre en charge les enfants au droit de leur domicile.

La définition de ce service deviendrait « Cayriech - Septfonds-Ecole » et son itinéraire serait désormais le suivant :

Départ commune de Cayriech, au lieu-dit « Terrabus » ;
Desserte de la commune de Cayriech, au lieu-dit « Le Colombier » ;
Desserte de la commune de Cayriech, au village ;
Desserte de la commune de Cayriech, au lieu-dit « Cabusse » ;
Desserte de la commune de Cayriech, au lieu-dit « Bournazel » ;
Desserte de la commune de Cayriech, au lieu-dit « Fargues » ;
Desserte de la commune de Septfonds, au lieu-dit « Camp du Sartre » ;
Arrivée commune de Septfonds, école.

Cette opération, sur laquelle je vous demande de vous prononcer, entraînerait une majoration de la rémunération de l'entreprise estimée à 4 € TTC (8 kilomètres en plus) par jour de fonctionnement (141 pour l'année scolaire 2010-2011) à compter du 2 septembre 2010, date de la rentrée scolaire.

Le coût forfaitaire de ce service, qui s'élève à 188,41 € TTC passerait donc à 192,41 € TTC à compter du 2 septembre 2010.

Incidence financière sur la durée du marché :

Marché n° 2008-291 d'une durée de 10 ans

Majoration pour 2010-2011 : 4 € x 141 = + 564 €

Majoration prévisionnelle sur la durée restante du marché (7 ans) = + 3 948 €
(4 € x 141 x 7 ans)

Majoration prévisionnelle globale : + 4 512 € (représentant + 1,68 % du montant initial du marché).

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions administratives, techniques et financières de cette opération et m'autoriser à signer l'avenant correspondant.

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable sur cette opération.

3. Création de 2 services à titre principal scolaire à destination du lycée de Moissac

Les commissions permanentes en date du 26 avril 2010 et du 21 juin 2010 avaient décidé de la création de 4 nouveaux services à titre principal scolaire à destination du lycée « François Mitterrand » de Moissac en raison de la modification du bassin de recrutement du fait de l'ouverture du lycée d'enseignement général de Valence d'Agen.

Ces 4 services étaient les suivants :

- 06-29 « Labarthe - Moissac »
- 06-30 « Puycornet - Moissac »
- 06-31 « Barry d'Islemade - Moissac »
- 06-32 « L'Honor de Cos - Moissac »

Une procédure d'appel d'offres avait donc été réalisée sur les bases de l'article 28 du code des marchés publics (procédure adaptée).

Cependant, compte tenu du nombre restreint des effectifs inscrits au 30 juillet dernier, cet appel d'offres a été classé sans suite.

Une nouvelle procédure d'appel d'offres a donc été lancée, toujours sur les bases de l'article 28 du code des marchés publics (procédure adaptée) concernant, cette fois, la mise en concurrence de deux services de transport :

- **06-29 « Vazerac - Moissac (Cité scolaire F.Miterrand) »** : distance par rotation : 40 km ; durée par rotation : 55mn. Ce service desservirait les communes de Molières (St-Arthémie); Puycornet ; L'Honor-de-Cos (Le Colombié) ; Lafrançaise (St-Maurice – centre bourg – Camparnaud) ; Moissac (La Mégère) ;
- **06-30 « Meauzac - Moissac (Cité scolaire F.Miterrand)»** : distance par rotation : 20 km ; durée par rotation : 25mn. Ce service desservirait les communes de Lizac (Cap de rivière – centre bourg) et Moissac (Ste-Livrade – Pont du Barthac).

Vous trouverez présentée, la fiche technique de ces services.

Un avis d'appel public à concurrence a été publié sur le site Internet du Conseil Général le 2 août 2010 et dans la Dépêche du Midi le 6 août 2010.

La date limite de remise des offres était fixée au 13 août 2010 à 17 h 00.

4 entreprises ont présenté une offre : VEOLIA - GERLA – VOYAGES DU BAS-QUERCY.

Vous voudrez bien trouver présentés les tableaux d'analyse de ces offres.

Comme cela avait été précisé dans le règlement de la consultation, l'offre économiquement la plus avantageuse a été appréciée en fonction du prix à 60 % et de la valeur technique à 40%.

Je vous demande donc, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver le résultat de cette nouvelle consultation et m'autoriser à signer les marchés correspondants avec les entreprises attributaires ci-après :

N° de service	Définition du service	Entreprise attributaire	Forfait journalier HT et TTC	Coût annuel HT et TTC
06-29	Vazerac - Moissac	GERLA	109 HT 115 TTC	19 620,85 HT 20 700 TTC
06-30	Meauzac - Moissac	VEOLIA	107,43 HT 113,34 TTC	19 337,63 HT 20 401,20 TTC

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

4. Proposition de création d'un service de transport scolaire n° 12-09 « Saint Cirq – Caussade- (Lycée Claude Nougaro) »

Nous sommes sollicités par une dizaine de familles, domiciliées sur le territoire des communes de Saint Cirq, Réalville et Caussade qui, après avoir bénéficié d'un service de transport scolaire très proche -voire au domicile- vers les collèges de Caussade (public et privé), se retrouvent dans une zone dépourvue de service de transport de proximité vers le lycée Claude Nougaro.

A l'ouverture du lycée, 8 services ont été créés vers le lycée précité dont les itinéraires correspondaient à la localisation des lycéens à ce moment-là et n'incluaient pas ce secteur.

Je vous propose donc la création d'un service n° 12-09 dont la définition serait « Saint Cirq – Caussade-Lycée Claude Nougaro » et dont l'itinéraire serait le suivant :

Départ commune de Saint Cirq, lieu-dit « Les Gosses » ;
Desserte de la commune de Caussade, lieu-dit « Noble » ;
Desserte de la commune de Caussade, lieu-dit « La Bénèche » ;
Desserte de la commune de Caussade, lieu-dit « Gasc » ;
Desserte de la commune de Réalville, lieu-dit « Le Ratié » ;
Desserte de la commune de Caussade, lieu-dit « Sudre » ;
Desserte de la commune de Caussade, lieu-dit « La Capelle » ;
Desserte de la commune de Caussade, lieu-dit « La Rengade » ;
Arrivée commune de Caussade, lycée.

La distance de ce service serait de 25 km par rotation.

La durée possible serait de 40 minutes.

Ce service fonctionnerait les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

Compte tenu des horaires du lycée Claude Nougaro, la grille horaire pourrait être la suivante :

- lundi,mardi,jeudi,vendredi : 7 h 00 – 7 h 40
17 h 35 – 18 h 15

- mercredi : 7 h 00 – 7 h 40
12 h 05 – 12 h 45

A ce jour et au stade des inscriptions au Réseau de Transport Scolaire actuellement formulées, 22 élèves seraient concernés.

Je vous propose donc de lancer un appel à concurrence sur la base de la procédure adaptée (article 28 du Code des Marchés) dont les délais de consultation et de traitement administratif nous permettraient de rendre ce service opérationnel dès le mercredi 3 Novembre, date de la rentrée des vacances de Toussaint, pour la durée de l'année scolaire 2010-2011.

Dans l'attente, les élèves concernés sont affectés sur le service le plus proche. Toutefois, dans la plupart des cas, l'acheminement à effectuer jusqu'au point de montée est aussi long que la distance qui les sépare de leur établissement scolaire.

La dépense prévisionnelle annuelle, compte tenu de la capacité du véhicule à mettre en oeuvre, est d'environ 32 000 €.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

- approuver l'ensemble de ce dossier,
- et m'autoriser à lancer la procédure ainsi qu'à signer l'ensemble des documents qui en découleront.

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

II – TRANSPORTS D'ENFANTS HANDICAPES

Plusieurs familles sollicitent la prise en charge en transports adaptés ou le remboursement des frais de déplacement par le véhicule familial de leurs enfants qui bénéficient d'un taux de handicap fixé à 50 ou à 80 %. Le médecin de la MDPH a médicalement établi qu'ils ne pouvaient emprunter les transports en commun en raison de la gravité de leur état de santé.

Les enfants bénéficiant d'un taux de handicap fixé à 50% ont été orientés en CLIS (Classe d'Intégration Scolaire) ou en UPI (Unité Pédagogique d'Intégration) par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA).

Le transport de la plupart d'entre eux a pu être regroupé par 2, 3 ou 4. Afin de réaliser une large consultation, plus de 40 entreprises ont été consultées par fax ou par mail concernant la mise en concurrence de ces services.

La DREAL (Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement) a rappelé que, bien que s'agissant de transport adapté pour enfants handicapés, cette prestation rentrait dans le cadre des transports scolaires soumis à la législation du transport de voyageurs. Aussi, les entreprises effectuant ces services doivent être inscrites au registre des transporteurs afin d'obtenir la licence de transport intérieur de voyageurs. Pour de nombreuses entreprises (taxis, ambulances), ce genre de

prestation est considérée comme « activité accessoire ». A ce titre, la licence n'est dévolue que pour un seul véhicule d'une capacité de moins de 9 places. Elles ne sont donc habilitées à effectuer qu'un seul service de transport à la fois.

Vous voudrez bien trouver présenté, le tableau des enfants concernés par ces transports. Ce tableau précise notamment leurs lieux de scolarisation, les devis d'entreprises ayant été fournis, la proposition d'attribution ainsi que le coût journalier et annuel.

Le coût total de la prise en charge des frais de transport de ces 42 enfants s'élève à environ **256 588 € TTC**

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver les conditions techniques et financières de prise en charge et m'autoriser à signer les conventions à intervenir en l'espèce avec les entreprises.

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ces dossiers.

III – QUESTIONS DIVERSES

1. Avenant n° 9 à la convention n° 2003-12 du 21 janvier 2003 conclue entre la Communauté de Montauban Trois Rivières (CMTR) et le Conseil Général pour assurer, de façon réciproque, sur leur réseau respectif, le transport d'élèves relevant de l'autre autorité organisatrice et avenants aux protocoles signés en l'espèce avec les entreprises de transport concernées

Par convention précitée, la CMTR et le Conseil Général de Tarn-et-Garonne ont décidé, compte tenu de la complémentarité de leur réseau respectif et de l'intérêt des usagers, de convenir de modalités administratives, techniques et financières de prise en charge de certains élèves domiciliés dans leur ressort respectif, à savoir :

- les élèves domiciliés dans le PTU, susceptibles d'emprunter les services relevant de la compétence du Conseil Général, tels que figurant au Plan Départemental des Transports ;
- et les élèves domiciliés hors PTU, à proximité de l'itinéraire emprunté par un service relevant de la CMTR et susceptibles de l'emprunter.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver l'avenant n° 9 à la convention n° 2003-12 du 21 janvier 2003 à intervenir entre la CMTR et le Conseil Général pour finaliser cette opération au titre de l'année scolaire 2010-2011 ainsi que les avenants aux protocoles d'accord conclus en l'espèce avec les entreprises de transport concernées.

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

2. Demandes de prise en charge des frais de transport – dérogations

Les 3 demandes de prise en charge des frais de transport présentées concernent des élèves scolarisés dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur domicile.

Je vous prie de bien vouloir, après en avoir délibéré, vous prononcer sur ces demandes de dérogation au Règlement Général des Transports.

La Commission des Transports du 31 Août 2010 a émis un avis favorable pour 2 de ces demandes, une demande a reçu en revanche un avis défavorable.

INCIDENCE FINANCIERE

Fonctionnement :

Créations, modifications ou restructurations de service

Dépense à imputer à :	
Article 62451 – S/Fonction 81.....	40 764,00 €
I) 2°) : + 564 € ; 3°) : 40 200 €	
<i>Nota</i> : le point I) 4°) n'est pas comptabilisé car ce n'est pour l'instant qu'une estimation	

Transports d'élèves handicapés

Dépense à imputer à :	
Article 624510 – S/Fonction 81.....	256 588,00 €
II) : 256 588 €	

Dérogations transports scolaires

Dépense à imputer à :	
Article 62452 – S/Fonction 81.....	1 880,00 €
III) 2°) : ALDIN : 900 € ; VAN WALRAVEN : 980 €	

Total dépenses de fonctionnement : 299 232,00 €

TOTAL GENERAL SERVICE : 299 232,00 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu l'avis de la commission des transports réunie le 31 août 2010,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

I – CREATIONS, MODIFICATIONS OU RESTRUCTURATIONS DE SERVICES

1. Modifications des moyens mis en oeuvre pour l'exécution du service à titre principal scolaire n° 01-08 « Coutures - Gensac » exploité par l'entreprise Les Courriers de la Lomagne

- Approuve les modifications des moyens mis en oeuvre de ce service aux conditions techniques présentées ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, l'avenant au marché correspondant ;

2. Modification du service à titre principal scolaire n° 03-03 B « Septfonds – Septfonds-Ecole » jumelé au n° 03-03 A « Septfonds – Septfonds-Ecole » exploité par l'entreprise Les Voyages du Bas-Quercy

- Approuve la modification de ce service à compter du 2 septembre 2010, aux conditions administratives, techniques et financières présentées ;
- Autorise Monsieur le Président à signer l'avenant correspondant, au nom et pour le compte du département ;

3. Création de 2 services à titre principal scolaire à destination du lycée de Moissac

- Approuve la création des 2 services suivants et le résultat de cette nouvelle consultation :

N° de service	Définition du service	Entreprise attributaire	Forfait journalier HT et TTC	Coût annuel HT et TTC
06-29	Vazerac - Moissac	GERLA	109 HT 115 TTC	19 620,85 HT 20 700 TTC
06-30	Meauzac - Moissac	VEOLIA	107,43 HT 113,34 TTC	19 337,63 HT 20 401,20 TTC

- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, les marchés correspondants avec les entreprises attributaires ;

4. Proposition de création d'un service de transport scolaire n° 12-09 « Saint Cirq – Caussade- (Lycée Claude Nougaro) »

- Approuve la proposition de création du service service n° 12-09 dont la définition serait « Saint Cirq – Caussade-Lycée Claude Nougaro » et qui concernerait 22 élèves selon les conditions techniques et financières présentées ;
- Autorise Monsieur le Président à lancer la procédure d'appel à concurrence et à signer, au nom et pour le compte du département, l'ensemble des documents qui en découleront ;

II – TRANSPORTS D'ENFANTS HANDICAPES

- Approuve les conditions techniques et financières de prise en charge en transports adaptés, ou bien le remboursement des frais de déplacement, lorsque l'acheminement est effectué par le véhicule familial de 42 enfants bénéficiant d'un taux de handicap fixé à 80% et ne pouvant emprunter les transports en commun en raison de la gravité de leur état de santé ;
- Précise que le coût global de la prise en charge des frais de transport de ces 42 enfants s'élève à 256 588 € TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département les conventions à intervenir en l'espèce avec les entreprises ;

III – QUESTIONS DIVERSES

1. Avenant n° 9 à la convention n° 2003-12 du 21 janvier 2003 conclue entre la Communauté de Montauban Trois Rivières (CMTR) et le Conseil Général pour assurer, de façon réciproque, sur leur réseau respectif, le transport d'élèves relevant de l'autre autorité organisatrice et avenants aux protocoles signés en l'espèce avec les entreprises de transport concernées

- Approuve l'avenant n° 9 à la convention susvisée au titre de l'année scolaire 2010-2011 ainsi que les avenants aux protocoles d'accord conclus en l'espèce avec les entreprises de transport concernées ;

2. Demandes de prise en charge des frais de transport – dérogations

- Accepte les demandes de dérogation suivantes :

- . un élève à Caussade,
- . une élève à Molières,

- Rejette la demande de dérogation suivante :

- . une élève à Castelmayran.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,